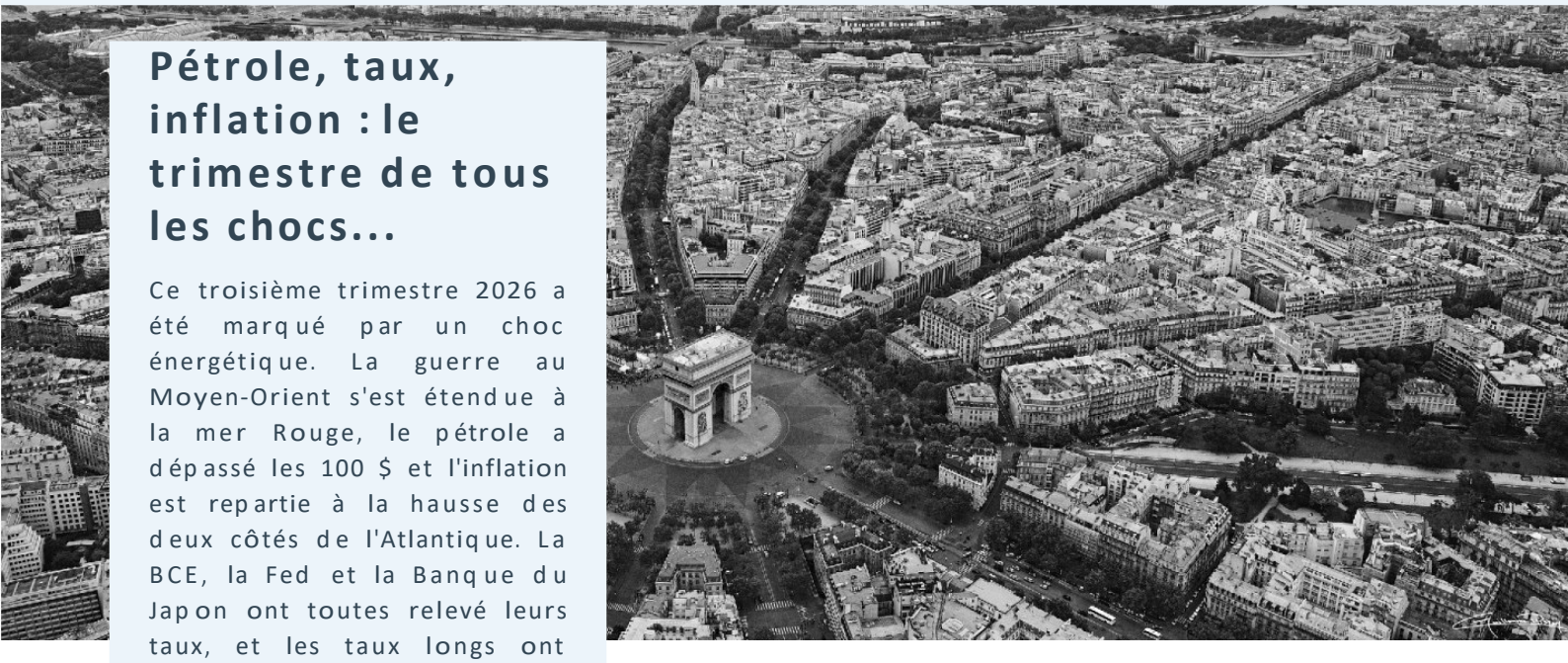


Pétrole, taux, inflation : le trimestre de tous les chocs...

Ce troisième trimestre 2026 a été marqué par un choc énergétique. La guerre au Moyen-Orient s'est étendue à la mer Rouge, le pétrole a dépassé les 100 $ et l'inflation est repartie à la hausse des deux côtés de l'Atlantique. La BCE, la Fed et la Banque du Japon ont toutes relevé leurs taux, et les taux longs ont atteint des niveaux inédits depuis 2008. La croissance ralentit en Europe comme en Chine, tandis que l'intelligence artificielle continue de porter les marchés.

Dans ce contexte, conserver ses placements et un horizon long terme reste essentiel. Pour vos produits à capital garanti, la baisse de valeur actuelle est temporaire. Nous faisons le point dans cette newsletter.

Aux États-Unis

L'économie américaine résiste mais l'inflation revient. La croissance a atteint 1,5 % en rythme annualisé au deuxième trimestre, et le marché de l'emploi reste solide, avec 162 000 créations de postes en août et un taux de chômage de 4,1 %. L'inflation se maintient à 3,4 %, portée par le pétrole, alors que l'inflation hors énergie et alimentation reste à 2,4 %.

Pour la contenir, la Fed a relevé ses taux pour la première fois depuis 2023 et signale une nouvelle hausse d'ici la fin de l'année. Le taux américain à 10 ans a dépassé 5 %, un niveau inédit depuis 2007.

En Europe

L'économie européenne encaisse le choc énergétique. L'inflation a bondi à 3,3 % en août, tirée par l'énergie (+14,3 % sur un an), tandis que l'inflation sous-jacente reste contenue à 2,4 %. La BCE a relevé ses taux pour la deuxième fois cette année, à 2,50 %, au risque de freiner une croissance déjà limitée (0,9 %). La France décroche : l'INSEE a abaissé sa prévision de croissance pour 2026 de 0,7 % à 0,4 %, avec seulement +0,1 % attendu au 3e trimestre, un pouvoir d'achat en recul et un chômage qui atteindrait 8,6 % en fin d'année.

En Chine

L'économie chinoise avance à deux vitesses. Les exportations restent très dynamiques, en hausse de 25 % sur un an en août, avec un excédent commercial de 119 Md$. La demande intérieure, elle, s'essouffle : les ventes au détail n'ont progressé que de 0,4 % en août, et l'investissement immobilier a chuté de 18 % au premier semestre. La croissance a ralenti à 4,3 % au deuxième trimestre, son plus bas niveau depuis 2022 et en dessous de l'objectif officiel de 4,5 à 5 %.

+ 2 , 9 %

Le chiffre du trimestre

Après une croissance de 3,4% en 2025, l'OCDE prévoit un ralentissement à 2,9% en 2026, un chiffre toutefois supérieur aux 2,8% prévus en juin.

Lexique Financier :

Tokenisation: consiste à transformer un actif réel ou financier en un jeton numérique sécurisé, appelé token, émis sur une blockchain. Elle permet d'accélérer les transactions, de réduire les intermédiaires et d'ouvrir l'investissement à un plus grand nombre de personnes 24h/24.

Midterms : Les élections américaines organisées à la moitié du mandat présidentiel. Elles permettent de renouveler l'intégralité des 435 sièges de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat. C'est un test de popularité crucial qui peut basculer le Congrès dans l'opposition et bloquer totalement les réformes du président en place.

Moyen-Orient : du détroit d'Ormuz à la mer Rouge, un conflit qui s'étend

Engagée depuis le 28 février, la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran s'est durcie au troisième trimestre : les trêves successives ont échoué, le détroit d'Ormuz est quasi fermé et les Houthis ont pris la rive yéménite du détroit de Bab el-Mandeb. Les deux grandes routes du pétrole de la région sont désormais menacées. Le choc est d'abord énergétique : le Brent approche 107 $ et le prix du gaz européen a plus que doublé depuis janvier. L'inflation de la zone euro est ainsi remontée à 3,3 %, ce qui a conduit la BCE à relever ses taux deux fois cette année et fait grimper les taux longs. La croissance ralentit, avec une prévision ramenée à 0,9 % pour la zone euro en 2026. Les marchés restent suspendus aux négociations entre Washington et Téhéran, aujourd'hui dans l'impasse : un accord rouvrant Ormuz ferait rapidement reculer le pétrole et les taux, alors qu'une escalade en mer Rouge accentuerait le risque de stagflation en Europe.

Les marchés actions sont volatils mais semblent se désintéresser du contexte géopolitique, pour le moment. Toutefois, l'effet pourrait se faire ressentir en décalage sur l'économique mondiale.



Attention, les valeurs sont en Euro, a ajuster avec les variations des devises Dollat & Yen

- Cac 40 -2,2%
- Eurostoxx50 +7,1%
- Emerging Market +25,1%
- S&P500 +11,7%
- Nasdaq +15,5%
- Nikkei +28%

Les midterms aux USA, un point clé.

Le 3 novembre, les Américains renouvellent toute la Chambre des représentants et un tiers du Sénat, où les républicains n'ont qu'une courte majorité. Donald Trump n'est environ qu'à 38 % de popularité. La Chambre semble à leur portée et le Sénat est très disputé.

L'enjeu pour les marchés : une victoire républicaine prolongerait la politique actuelle. Un Congrès démocrate obligerait la Maison-Blanche à négocier chaque budget mais la politique économique deviendrait plus prévisible.

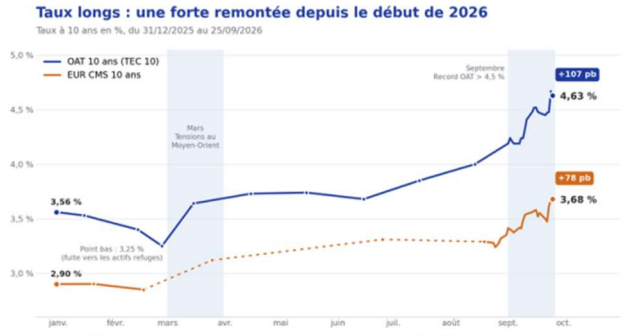
Il est également probable que le conflit au Moyen Orient ne sera pas résolu avant cette échéance.

Historiquement, le S&P 500 a progressé dans les douze mois suivant chaque élection de mi-mandat depuis l'après-guerre, une fois l'incertitude levée.

Une montée des taux historique - le point central du paysage économique

Depuis le début de l'année, les taux à long terme ont fortement monté. Le taux à 10 ans de l'État français (OAT) est passé de 3,56 % à 4,63 %, un niveau inédit depuis 2008. Le CMS 10 ans, taux de référence de la zone euro est passé de 2,90 % à 3,68 %. Après un point bas fin février, la hausse a connu deux accélérations : en mars, puis tout au long de l'été. Le mouvement touche toutes les grandes économies. Le taux allemand à 10 ans (Bund) est au plus haut depuis 2009, et le 10 ans américain a dépassé 5 %, un niveau inédit depuis 2007.

Le retour de l'inflation par l'énergie. Les tensions au Moyen-Orient ont fait monter le Brent au-dessus de 100 $ le baril en septembre. L'inflation de la zone euro a atteint 3,3 % en août, loin de l'objectif de 2 %. Or quand l'inflation remonte, les investisseurs exigent un rendement plus élevé pour prêter à long terme.



Pour contenir cette inflation, la Banque centrale européenne a relevé ses taux directeurs en juin puis le 10 septembre, portant son taux de dépôt à 2,50 %. Le cycle de baisse attendu en début d'année a donc laissé place à un resserrement.

La hausse des taux fait baisser temporairement la valeur des obligations déjà détenues et des produits structurés à capital garanti. En revanche, elle rend les nouveaux placements plus rémunérateurs, notamment sur les obligations ou les produits de taux. Une détente est envisagée au mieux à partir de 2027, et plusieurs conditions devraient être réunies.

- Un apaisement géopolitique ferait baisser le pétrole, puis l'inflation, et donc les taux. La BCE part d'ailleurs du principe que ce choc va se dissiper.
- On anticipe en Europe 2,1% d'inflation en 2028. Si la baisse arrive plus vite que prévu, les marchés anticiperont la fin des hausses de taux directeurs, et les taux longs suivront.
- Un ralentissement de l'activité économique pourrait également pousser une baisse des taux.

Pour la France, les contextes budgétaires et politiques expliquent une situation particulière et des taux au dessus de la moyenne européenne.

-20% -30% ! Produits structurés, comment bien lire son contrat en période de hausse de taux ?

La forte remontée des taux a un effet mécanique sur la valorisation des produits structurés à capital garanti. Leur protection repose en grande partie sur une obligation qui assure le remboursement du capital à l'échéance : quand les taux montent, la valeur de marché de cette obligation baisse, comme celle de toutes les obligations déjà émises. Le produit affiche alors une valorisation intermédiaire inférieure à son prix d'achat, ce qui pèse sur la performance globale visible de votre contrat. **Cette baisse est comptable, pas définitive : à mesure que l'échéance approche, la valeur de l'obligation remonte naturellement vers 100 %, et le capital initial est restitué à l'échéance, en plus des rendements accumulés.** La moins-value constatée aujourd'hui n'a donc d'effet réel que si le produit est revendu avant son terme. Il faut donc conserver le produit et attendre son terme, et prendre en compte la valorisation négative temporaire dans la lecture de la performance du contrat.

Intelligence artificielle : le point sur le T3 2026

Après leurs résultats de juillet, les quatre géants du cloud ont encore relevé leurs budgets pour 2026 : entre 720 et 745 milliards de dollars au total. Les investisseurs deviennent cependant plus exigeants : la publication d'Alphabet fin juillet a d'abord été sanctionnée en Bourse, le marché s'interrogeant sur la rentabilité de ces dépenses.

Nvidia reste le baromètre du secteur. Le 26 août, le groupe a publié un chiffre d'affaires trimestriel de 96 Md$, plus du double de l'an dernier, et prévu 70 % de croissance l'an prochain, contre environ 44 % attendus par les analystes.

Un coup de froid, le 14 septembre, où les dirigeants d'Anthropic, d'OpenAI et de xAI ont appelé à ralentir le développement des modèles les plus avancés pour des raisons de sécurité ce qui a poussé à une forte volatilité et quelques corrections sur le marché.

Le modèle économique se précise avec OpenAI qui a lancé la publicité dans ChatGPT sur 31 marchés européens et l'arrivée prochainement de nouvelles introductions en Bourse. En Europe, les obligations de transparence de l'AI Act s'appliquent depuis le 2 août.

L'IA reste le principal moteur des marchés actions, mais la sélectivité augmente. Avec la hausse des taux, les valorisations élevées sont plus exposées, et le marché distingue davantage les entreprises qui monétisent l'IA de celles qui se contentent d'y investir.

Et la France... ?

La situation des finances publiques françaises reste la principale fragilité du pays. La dette atteint 117,5 % du PIB et le déficit pourrait approcher 6,5 % en 2026 sans mesures nouvelles.
Avec la hausse des taux, la charge d'intérêts a bondi de 19 % au premier semestre. Les agences de notation durcissent le ton : Scope a abaissé la note de la France à A+ le 18 septembre, et Moody's (23 octobre) puis S&P (27 novembre) doivent se prononcer d'ici la fin de l'année.

Le gouvernement de Sébastien Lecornu présente un budget 2027 prévoyant 54 milliards d'euros d'économies, avec un objectif de déficit ramené à 5 % du PIB. Son examen débute le 1er octobre au Parlement, où le gouvernement ne dispose pas de majorité absolue.
À l'approche de la présidentielle d'avril 2027, les marchés exigent une prime de risque croissante et l'écart de taux avec l'Allemagne approche 100 points de base, son plus haut niveau depuis 2012.
Les prochains mois s'annoncent compliqués et les programmes politiques ne sont pas là pour rassurer.

Les opportunités du trimestre pour votre épargne ?

Opportunité Produit à Capital 100 % Garanti

- Un Capital **100 % Garanti** à l'échéance du produit - Indexé sur l'Euribor 3 mois
- Un rendement 8% en première année puis jusqu'à 6% par an selon l'Euribor.

Opportunité Produit à Capital 100 % Garanti

- Un Capital **100 % Garanti** à taux fixe.
- Un rendement de 5,5% par année, peu importe les taux.

Bonnes nouvelles du trimestre précédent sur les structurés !

- DECRESCENDO TRANSAT JUIN 2025
  Sortie après 12 mois **9% de performance**
- FREQUENCE PATRIMOINE JUIN 2025
  Sortie après 12 mois **10% de performance**

Appelez moi pour faire le point sur votre épargne et les opportunités adaptées !

N'oubliez pas d'en parler à vos proches, ils seront ravis de bénéficier du même service et du même accompagnement pour leur épargne. **Et Quintésens récompense la recommandation !**